CICR

Pretoria / Genève (CICR) – L'acceptation de la mission médicale par la communauté, la fourniture des soins en toute impartialité et le fait que les personnels de santé travaillant sous pression puissent compter sur un soutien psychologique sont quelques-uns des facteurs pouvant contribuer à renforcer la sécurité des structures médicales en temps de conflit armé ou dans d'autres situations d'urgence.

C'est en substance ce qui ressort des recommandations émises dans le cadre d'un atelier qui s'est tenu cette semaine à Pretoria, en Afrique du Sud, dans le cadre du projet « Les soins de santé en danger ». Co-organisé par le Département des relations internationales et de la coopération (DIRCO), du côté sud-africain, et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), d'autre part, cet atelier était la dernière d'une série de consultations d'experts lancée il y a plus de deux ans. Il a réuni des représentants de l'Organisation mondiale de la Santé, de l'Association médicale mondiale, de Médecins Sans Frontières et d'autres organisations phares, ainsi que des responsables d'établissements médicaux de différents pays, dont certains sont confrontés chaque jour au problème de la violence.

« Mettre ensemble les compétences techniques d'experts internationaux et les expériences de personnes à l'œuvre dans des contextes aussi explosifs que l'Irak, la Somalie, Israël et les territoires occupés et le Mali, s'est révélé extrêmement intéressant et utile », relève Bruce Eschaya-Chauvin, conseiller médical pour le projet « Les soins de santé en danger ». « J'ai trouvé particulièrement intéressant de constater que la protection de nombreux hôpitaux opérant dans des environnements dangereux peut être renforcée en recourant à des méthodes douces, plutôt qu'à des gardes armés ou des équipements sophistiqués. »

« Nous avons travaillé dans des conditions de stress et de peur extrêmes, mais notre hôpital a été le seul à ne pas être pillé lors des flambées de violence », explique Aziz Ould Mohamed, responsable d'un hôpital à Tombouctou (Mali), employé par l'Alliance pour l'action médicale internationale en 2012. « À mon sens, ce qui nous a protégés des violences, c'est le fait que nous étions en contact permanent avec tous les groupes armés et bien intégrés dans la communauté ; et aussi parce que nous n'avons cessé d'insister auprès de tous les acteurs sur la nécessité qu'ils épargnent les services médicaux. »

Le CICR indiquait récemment dans un rapport qu'au moins 1 800 incidents caractérisés par des actes de violence à l'encontre de patients, de personnels de santé, d'ambulances et de structures médicales, étaient survenus ces deux dernières années dans 23 pays. Quarante pour cent de ces incidents étaient des attaques dirigées contre des établissements de santé, ou menées dans leurs murs.

« Si l'Afrique du Sud a décidé de soutenir l'organisation de cet atelier, c'est parce que la violence contre les personnes cherchant à se faire soigner, ou contre celles qui prodiguent des soins, est aujourd'hui encore une grave préoccupation sur notre continent, en particulier dans

les pays touchés par un conflit armé », explique Pitso Montwedi, membre la direction des affaires humanitaires au sein du DIRCO. « Nous sommes convaincus que les gouvernements ont un rôle déterminant à jouer dans la promotion et la mise en œuvre de solutions. »

D'autres mesures discutées par les experts ont notamment porté sur l'établissement de périmètres de sécurité autour des hôpitaux et autres structures médicales, le renforcement des contrôles aux entrées de ces établissements et la mise en place de chaînes d'approvisionnement sécurisées pour la fourniture du matériel de base.

« Nous mettrons tout en œuvre pour promouvoir ces recommandations via notre réseau, qui regroupe plus d'une centaine de pays », a indiqué pour sa part Eric de Roodenbeke, directeur général de la Fédération internationale des hôpitaux, au terme de l'atelier, tandis qu'il signait un accord de partenariat avec le CICR. « Bien que tous les hôpitaux avec lesquels nous collaborons ne soient pas concernés par la violence, il est certain que c'est en temps de paix que nous pouvons le mieux nous préparer à faire face à ce problème. »

Après Ottawa, Pretoria était la deuxième capitale au monde à accueillir des experts venus discuter de la sécurité des structures médicales. Les recommandations émises par ces derniers seront publiées d'ici la fin de l'année.